

Formulaire de révision ordinaire des ASPIM

Nom de l'ASPIM : Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio

SECTION I : CRITÈRES OBLIGATOIRES POUR L'INSCRIPTION D'UNE AIRE SUR LA LISTE DES ASPIM

(Art. 8,2. du Protocole et principes généraux C et D de l'annexe I)

A chaque question, des renvois au Format Annoté (FA) sont effectués.

1. STATUT DE CONSERVATION

1.1. L'ASPIM satisfait-elle un des critères liés à l'intérêt méditerranéen tel que présenté dans le protocole (Annexe 1 section B para. 2), et maintient-elle strictement le statut des populations de ses espèces protégées (celles de l'Annexe II du Protocole), et le statut de ses habitats sans changements négatifs significatifs du fonctionnement de ses écosystèmes ? (Article 8.2.) (Voir 34. et 4 dans le FA)

Réponse : OUI

La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio maintient les critères liés à son intérêt méditerranéen évoqués lors de son inscription sur la liste des ASPIM.

En cas de réponse " non ", indiquer les raisons qui ont motivées ces déficiences, leur degré de gravité et, si possible, la date à laquelle il est envisagé de les surmonter.

1.2. Si « oui », est ce que les objectifs qui ont été déclarés, lors de la demande d'inclusion à la liste des ASPIM ont été activement poursuivis ?

Réponse : OUI

Les objectifs déclarés en janvier 2009 aux points 7.1.3 et aux points 8.2 (notamment 8.2.3) ont été poursuivis. La conservation des espèces et des habitats est garantie par le décret de création de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio du 23 septembre 1999 dont le gestionnaire (l'Office de l'Environnement de la Corse) est le garant. Le plan de gestion a été mis en œuvre et est en cours d'évaluation.

Les objectifs du projet de Parc Marin International des Bouches de Bonifacio, fixés conjointement par les parties italienne et française du Comité de Pilotage de ce projet ont été matérialisés par la création le 7 décembre 2012 d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (G.E.C.T.). Ce dispositif original, proposé par l'Union Européenne, permet une collaboration encore plus étroite entre deux pays transfrontaliers, en l'occurrence la France et l'Italie, au sein d'une entité juridique autonome (cf. infra).

2. STATUT JURIDIQUE

2.1. L'aire a-t-elle maintenu ou encore amélioré son statut de protection légale depuis la date du rapport précédent ? (A-e et C2, Annexe I). Voir 7.1.2 dans le FA

Réponse : OUI

Le statut de protection légale de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio a été maintenu : il s'agit toujours d'un décret simple (décret du 23 septembre 1999), auquel viennent s'ajouter des arrêtés préfectoraux ajustant le niveau de protection dans certaines zones de l'aire marine protégée (cf. infra).

Cependant, depuis la date du rapport précédent, la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio a intégré une dimension transfrontalière en devenant officiellement la partie française du Parc Marin International des Bouches de Bonifacio. En effet, après plus de 15 ans de coopération, la France et l'Italie ont officialisé le 7 décembre 2012 à Bonifacio la création du Groupement Européen de Coopération Territoriale - Parc Marin International des Bouches de Bonifacio (GECT-PMIBB), liant l'Office de l'Environnement de la Corse en sa qualité de gestionnaire de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio (79 640 ha), de la Réserve Naturelle des Tre Padule de Suartone (217 ha) et des terrains du Conservatoire du Littoral situés sur cinq communes (4 000 ha), et le Parc National de l'Archipel de La Maddalena (20 150 ha), dans un espace unique de coopération et de gouvernance afin de répondre aux enjeux environnementaux du détroit international de Bonifacio.

Ce GECT a pour objectif d'assurer un programme d'actions coordonnées entre les deux zones protégées afin d'apporter des réponses concrètes aux problématiques environnementales à l'échelle des Bouches de Bonifacio. Cette structure, dotée d'une personnalité juridique, a vocation à représenter les préoccupations territoriales au niveau international, comme par exemple le renforcement de la sécurité maritime.

Le renforcement de la coopération transfrontalière permettra la mise en place d'outils réellement dimensionnés à cette zone sensible, guidés par des objectifs communs tels que la conservation de la biodiversité, en protégeant des habitats uniques tels que les herbiers de posidonie et les biocénoses profondes, ainsi que la préservation d'une ressource halieutique en harmonie avec l'activité de pêche, notamment artisanale.

Des projets novateurs favoriseront l'émergence de solutions concertées aux problématiques de gestion communes de part et d'autre du détroit (fréquentation touristique, impact de l'ancrage, etc.).

La création du GECT-PMIBB s'inscrit dans la continuité des programmes communautaires INTERREG, consacrant l'engagement réciproque des parties de coopérer pour la préservation et la connaissance du patrimoine

corso-sarde, ainsi que pour la valorisation de ce territoire commun au travers d'une entité de gestion transfrontalière.

2.2. La déclaration légale de cette aire considère t-elle la conservation des valeurs naturelles comme un objectif primordial ? (A-a et D1 Annexe I). Voir 7.1.3 dans le FA

Réponse : OUI

Les dispositions du Code de l'environnement français, et plus précisément les articles L.332-1 et L.332-2, définissent les critères à retenir pour créer une réserve naturelle. Parmi ces critères figurent :

- ✓ le fait que le milieu naturel en question présente une importance particulière,
- ✓ ou bien, la nécessité de soustraire le milieu naturel en question à toute intervention artificielle susceptible de le dégrader.

Le décret de création de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio s'appuie sur ces dispositions de droit commun pour considérer la conservation des valeurs naturelles comme un objectif primordial.

Il a notamment pour fondements les directives européennes « Oiseaux » (1979) et « Habitats naturels » (1992), cette dernière considérant que « la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement, y compris la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, constituent un objectif essentiel, d'intérêt général ».

Parallèlement, à l'échelle transfrontalière, une convention européenne portant création du GECT-PMIBB (ci-jointe) et en définissant les missions et les objectifs a été signée par les Présidents de l'Office de l'Environnement de la Corse et du Parc National de l'Archipel de La Maddalena le 7 décembre 2012, ainsi que les statuts (ci-joints) qui en définissent les modalités de fonctionnement.

L'article 5 de cette convention fixe comme objectif principal du GECT-PMIBB la promotion de la protection, de la gestion et de la valorisation conjointe des ressources naturelles et culturelles des Bouches de Bonifacio, afin de mettre en œuvre une stratégie commune en matière de développement durable de l'espace de coopération et des principes d'administration harmonisés.

Dans cette optique et dans le cadre des actions de coopération territoriale, il peut notamment :

- ✓ élaborer des propositions finalisées à l'harmonisation et à l'optimisation des plans de gestion communs et participer à leurs évaluations périodiques, appuyés sur des outils de suivi scientifique portant notamment sur les milieux, les espaces et les problématiques de gestion prioritaire (cétacés, herbiers de posidonies, écosystèmes micro-insulaires, mérrou, goéland d'Audouin, cormoran, puffin, patelle géante, impact de la

- fréquentation touristique, etc.), mais également sur des outils de communication et de surveillance,
- ✓ assister en tant qu'expert les autorités nationales compétentes en matière de renforcement de la sécurité maritime dans le détroit international de Bonifacio, en accord avec les institutions européennes compétentes,
 - ✓ acquérir des équipements pour les agents du parc visant à harmoniser les moyens de gestion mis à leur disposition,
 - ✓ organiser des formations pour les agents du G.E.C.T. – P.M.I.B.B. et leurs partenaires, ainsi que des échanges d'expériences dans les domaines scientifiques et culturels,
 - ✓ réaliser des actions conjointes d'entretien et de restauration des milieux remarquables terrestres et marins (dunes, zones humides...),
 - ✓ concevoir un système d'information géographique commun aux gestionnaires,
 - ✓ produire des outils conjoints de communication,
 - ✓ promouvoir une réunion annuelle pour évaluer les différentes actions de gestion et de protection du patrimoine naturel commun,
 - ✓ rechercher des financements régionaux, nationaux et/ou communautaires pour la mise en oeuvre de programmes ou projets de coopération territoriale cofinancés par la Communauté Européenne au titre du Fonds Européen de Développement Régional, du Fonds Européen Social et/ou du Fonds de Cohésion.

2.3. Les compétences et les responsabilités sont-elles clairement définies dans les textes régissant l'aire ? (D4 Annexe I). Voir 7.4.3 dans le FA

Réponse : OUI

Les compétences et les responsabilités sont clairement définies au niveau de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio par son décret de création en date du 23 septembre 1999, qui assoit clairement la responsabilité du Préfet de Corse et du Préfet Maritime de Méditerranée dans la mise en œuvre des dispositions prévues par le décret, institue un Comité Consultatif et un Conseil Scientifique qui se prononcent notamment sur les mesures de gestion de la réserve naturelle et prévoit la nomination d'un organe de gestion par voie de convention. L'Office de l'Environnement de la Corse, sous tutelle de la Collectivité Territoriale de Corse, a été nommé gestionnaire de la réserve et dispose d'un corps de gardes commissionnés pour exercer les pouvoirs de police de la nature découlant de ce décret.

Au niveau du GECT-PMIBB, la convention européenne qui en porte création dispose que le GECT est doté de la capacité d'agir, en tant que structure de coordination transfrontalière, au nom et pour le compte de ses membres, mais ne peut toutefois pas se substituer aux gestionnaires des aires protégées gérées par le Parc National de l'Archipel de La Maddalena et l'Office de l'Environnement de la Corse sur leur territoire de compétence respectif.

2.4. Est ce que les influences/menaces extérieures sont prises en considération dans le cadre juridique de l'ASPIM ? Est-ce que les textes légaux établissent clairement les moyens de coordination entre les autorités terrestres et maritimes ? (D4 Annexe 1, Art. 7.4. du Protocole). La question n'est pas applicable, en cas d'absence de zone maritime au niveau de l'ASPIM. Voir 7.4.3 dans le FA.

Réponse : OUI

L'article 2 du décret portant création de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose expressément que le Préfet de Corse est responsable de la mise en œuvre des dispositions prévues par le décret, en relation avec le Préfet Maritime de Méditerranée, dans son domaine de compétence.

Indiquer les mesures qui ont été adoptées pour faire face à ces influences/menaces.

Le décret prévoit la possibilité pour le Préfet de Région et le Préfet Maritime de Méditerranée d'adopter toute réglementation complémentaire au décret par arrêté préfectoral, selon qu'il s'agit du domaine terrestre ou maritime (adoption de mesures en vue d'assurer la conservation d'espèces animales ou végétales, ou la limitation d'animaux ou de végétaux surabondants dans la réserve, modification des conditions d'exercice de la pêche professionnelle, adoption de dispositions relatives à l'exercice de la navigation, de la plongée sous-marine, de la baignade, de manifestations nautiques ou sportives...).

A ce titre, plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires sont ainsi régulièrement adoptés, reconduits et ou modifiés à la demande pour la plupart d'entre eux du gestionnaire, mais aussi d'acteurs du territoire comme les pêcheurs professionnels ou des acteurs du tourisme comme les clubs de plongée-sous marine ou les associations de pêche de plaisance. Il existe aussi des chartes de bonne conduite (ci-jointes) s'agissant de la plongée sous-marine, ainsi que du transport des passagers sur certains sites très fréquentés de la réserve naturelle (cf. infra).

Les arrêtés actuellement applicables (ci-joints) sur la totalité ou certains périmètres de la partie marine de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio concernent :

➤ *l'exercice de la pêche :*

- ✓ *arrêté préfectoral n°87/2001 du 14 septembre 2001 portant modalités d'application de l'article 30 alinéa 2 du décret du 23 septembre 1999 portant création de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,*
- ✓ *arrêté préfectoral n°196/2004/DRAM portant réglementation de la pêche sous-marine à l'intérieur de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,*
- ✓ *arrêté préfectoral n°2014078-0001 du 19 mars 2014 portant autorisation à des pêcheurs professionnels de pratiquer la pêche à l'aide de la senne tournante coulissante dans la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,*

- ✓ arrêté préfectoral n°2014127-0003 du 7 mai 2014 portant réglementation de la pêche maritime de loisir dans la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,
- ✓ arrêté préfectoral n°613 du 23 septembre 2014 portant autorisation de pêche de loisir dans la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,
- ✓ arrêté préfectoral n°2014346-0001 du 12 décembre 2014 portant modification des dates d'ouverture et de fermeture de la pêche des oursins sur le littoral de la prud'homie de Bonifacio,
- l'exercice de la plongée sous-marine :
 - ✓ arrêté préfectoral n°104/2011 du 18 juillet 2011 réglementant la plongée sous-marine à l'intérieur de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,
- la navigation et le mouillage :
 - ✓ arrêté préfectoral n°140/2013 du 25 juillet 2013 réglementant la circulation des navires et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Porto-Vecchio,
 - ✓ arrêté préfectoral n°141/2013 du 25 juillet 2013 réglementant la circulation des navires et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Bonifacio,
 - ✓ arrêté préfectoral n°010/2014 du 20 janvier 2014 instituant des zones d'interdiction au mouillage aux abords des îles de Piana et de Cavallo au droit de la commune de Bonifacio.

En cas de réponse « non », indiquez les raisons qui ont motivées les déficiences et, si possible, la date à laquelle il est envisagé de les surmonter.

3. METHODES DE GESTION (principes généraux " D " en annexe 1)

3.1. Est-ce-que l'aire protégée dispose d'un organe/autorité de gestion stable ou amélioré par rapport à la date à laquelle elle a été déclarée ASPIM et/ou depuis la dernière révision ?

Existence d'un organe de gestion avec des pouvoirs suffisants (Art.7.2.d, 7.2.f). D6 - Annexe 1 : Pour être inclus dans la liste des ASPIMS une aire protégée doit avoir un organe de gestion, avec des pouvoirs suffisants ainsi que des moyens et des ressources humaines pour prévenir et/ou contrôler les activités qui pourraient être contraires à l'objectif de l'aire protégée. Voir 8.1 dans le FA.

Réponse : OUI

Depuis sa création, la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose du même organe de gestion, l'Office de l'Environnement de la Corse, qui lui confère une stabilité non négligeable par rapport à d'autres aires marines protégées méditerranéennes.

3.2. Le Plan de Gestion est-il en vigueur ?

Est-ce que le plan de gestion a été officiellement adopté ? (D7 Annexe 1).
Voir 8.2.1 et 8.2.2 dans le FA

Réponse : OUI

Le plan de gestion a été officiellement adopté en 2008 à l'unanimité par l'Assemblée de Corse. Il est en cours d'évaluation.

Les objectifs à long et à moyens termes du plan de gestion 2007-2011 de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio ont été réalisés. Une évaluation analytique par opération (livrables et services rendus) est actuellement en cours par le gestionnaire. Elle permettra aussi de réaliser une analyse multicritère sur certains objectifs prioritaires de l'espace protégé. Ce processus d'évaluation est réalisé avec l'appui du Conseil Scientifique de la réserve naturelle. Il permettra aussi la mise à jour de la connaissance générale de l'environnement de la réserve naturelle et permettra de mieux définir la nouvelle planification de la gestion.

3.3. Le Plan de Gestion prend-il en considération les conditions requises à l'article 7 du protocole et de la section 8.2.3 du FA ?

Réponse : OUI

De plus amples informations, utiles à l'évaluation du Plan de Gestion, sont demandées au point 7.1 de ce Formulaire.

En cas de réponse « non » indiquez les raisons qui ont motivées les déficiences et, si possible, la date à laquelle il est envisagé de les surmonter.

4. DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET DE L'INFORMATION

4.1. Le groupe de gestion dispose t-il de l'équipement de base et des ressources humaines et financières nécessaires ?

(Art. 7.2.d, 7.2.f). D6 - Annexe I: Pour être incluse dans la liste ASPIM, une aire protégée doit avoir un groupe de gestion, être doté d'un pouvoir suffisant, de moyens et de ressources humaines viables pour empêcher et/ou contrôler les activités qui pourraient être contraires aux objectifs de l'aire protégée. Voir 9.1, 9.2. dans le FA

Réponse : OUI

La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio est gérée par le Département « Espaces marins et littoraux protégés » de l'Office de l'Environnement de la Corse qui compte une responsable et 34 agents répartis en différentes unités. Chaque unité dispose des compétences et des pouvoirs nécessaires pour conduire à bien les missions qui lui sont dévolues, sous l'autorité du directeur de l'Office de l'Environnement de la Corse et de la responsable de la réserve naturelle, et sous réserve de l'aval des instances délibérantes de l'Office de l'Environnement de la Corse (Conseil d'Administration, Bureau) et de la Collectivité Territoriale de Corse.

Le financement (fonctionnement et investissement) des actions engagées

sur la réserve naturelle est assuré par des crédits provenant de la Collectivité Territoriale de Corse, du Département de la Corse-du-Sud, de l'Etat et de l'Union Européenne.

Parallèlement, une mission de préfiguration du GECT-PMIBB a été mise en place au sein de l'Office de l'Environnement de la Corse (2 personnes) et travaille en étroite collaboration avec le personnel compétent du Parc National de l'Archipel de La Maddalena pour la mise en place institutionnelle et fonctionnelle de cette structure de coopération transfrontalière, conformément aux dispositions prévues par la convention européenne et les statuts adoptés fin 2012.

4.2. L'aire a-t-elle un programme de contrôle ?

(D8 - Annexe I : Le programme devrait inclure l'identification et la surveillance d'un certain nombre de paramètres significatifs pour l'aire en question, afin de permettre l'évaluation, l'état et l'évolution de l'aire, aussi bien que l'efficacité des mesures de protection et de gestion mises en application, de sorte qu'ils puissent être adaptés en cas de besoin. Voir 9.3.3. dans le FA

Réponse : OUI

La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose d'un plan de gestion quinquennal destiné à assurer la conservation du patrimoine naturel et de la biodiversité de la réserve, appuyé sur une évaluation scientifique. La mise en œuvre de ce programme est assurée par l'équipe de la réserve naturelle, dont celle chargée du suivi scientifique. En complément du programme réalisé en régie, des actions peuvent être confiées à des prestataires extérieurs (bureaux d'études, laboratoires de recherches). Ce plan de gestion fait actuellement l'objet d'une évaluation en vue de sa réactualisation.

La liste des programmes de contrôle décrit les principales actions réalisées dans le cadre du plan de gestion ainsi que leurs liens avec les objectifs décrits dans ce dernier. La liste des suivis scientifiques actuellement en cours dans la réserve naturelle est également fournie (cf. annexe 4.2).

Le fonctionnement de la réserve, sa gestion et les conditions d'application des mesures prévues par le décret sont systématiquement soumises à l'aval du Comité Consultatif qui se réunit au moins une fois par an. Il se prononce également sur le plan de gestion et d'aménagement de la réserve et peut faire toute proposition et recueillir tout avis en vue d'assurer la conservation, la protection ou l'amélioration du milieu naturel de la réserve.

L'avis du Conseil Scientifique, qui se réunit également au moins une fois par an, est également requis sur le plan de gestion de la réserve et peut être sollicité sur toute question à caractère scientifique.

Enfin, l'ensemble des actions proposées au sein de la réserve naturelle demeurent sous le contrôle de la Collectivité Territoriale de Corse, dont

dépend l'Office de l'Environnement de la Corse.

Tous les actes administratifs adoptés dans le cadre du fonctionnement de la réserve naturelle sont également soumis au contrôle de la légalité par la Préfecture de Corse.

Il convient de préciser que le GECT-PMIBB a également adopté un plan d'action qui présente les caractéristiques des deux espaces protégés de part et d'autre du détroit de Bonifacio, l'inventaire des habitats et des taxons, ainsi que le cadre socio-économique et culturel des territoires concernés. L'objectif final est de définir les lignes directrices du plan d'action de cette nouvelle structure de gouvernance transfrontalière (ci-joint).

Si oui, quels sont les paramètres sous contrôle et quels sont les objectifs auxquels ces paramètres se rapportent ?

Les éléments de réponse sont apportés à l'annexe 4.2 ci-jointe.

4.3 Y a-t-il un mécanisme de feedback qui établit une liaison explicite entre les résultats du programme de contrôle et les objectifs de gestion, et qui permet d'adapter les mesures de protection et de gestion ?

Réponse : OUI

Le gestionnaire de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio et son Conseil Scientifique se positionnent sur les résultats du programme de suivi scientifique chaque année, afin de réorienter, si besoin est, les actions mises en œuvre en matière de surveillance des activités humaines, d'entretien des milieux, de restauration des populations, d'information du public...

En cas de réponse « non » indiquez les raisons qui ont motivées les déficiences et, si possible, la date à laquelle il est envisagé de les surmonter.

SECTION II : TRAITS PROCURANT UNE PLUS-VALUE A L'AIRE

(section B4 de l'annexe I et autres obligatoires pour une SPA (arts 6 et 7 du protocole))

5. MENACES ET CONTEXTE ENVIRONNANT

5.1. Evaluer le niveau des menaces dans le site par rapport à la valeur écologique, biologique, esthétique et culturelle de l'aire (B4.a Annexe I). Voir 5.1, considérer également 3.5.2.b, 6.3 et 6.4. dans le FA

La principale exploitation de ressource naturelle dans cette zone concerne la pêche professionnelle. L'effort et les rendements de pêche sont stables depuis la création de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio. Les rentabilités des engins de pêche augmentent dans les zones de protection renforcée, ce qui témoigne d'une bonne gestion du stock halieutique. Le

suivi scientifique de cet effort de pêche professionnel devra être poursuivi afin de quantifier l'effet des évolutions technologiques permettant aujourd'hui un meilleur accès à la ressource ainsi que les changements de fréquence d'utilisation des engins.

Les pêcheurs de loisir font aujourd'hui l'objet d'une obligation de déclaration, d'une limitation quotidienne de capture et d'une limitation d'un nombre de 300 autorisations délivrées chaque année dans 3 zones couvrant une superficie de 2829,5 ha.

Pour le gestionnaire, l'enjeu des prochaines années sera d'appréhender la gestion des stocks halieutiques partagés entre les pêcheurs professionnels et les pêcheurs de loisirs (dentis, mérus, sars...). Il devra poursuivre l'acquisition de connaissances concernant l'effort et les productions de tous les modes de prélèvements et favoriser une gestion participative soutenable pour les ressources halieutiques sensibles.

L'augmentation de la pression du tourisme nautique constitue également une menace dans certaines zones localisées de la réserve naturelle. Les sources de perturbations ont été globalement identifiées depuis la création de la réserve. Les efforts de gestion des activités nautiques en période estivale autour des îles Lavezzi, Piana, dans la baie de Rondinara et sur les sites de plongées depuis 2009 permettent une occupation raisonnée de l'espace maritime et limitent les efforts d'ancrages sur les herbiers à *Posidonia oceanica*. L'objectif sera d'étendre ce dispositif avec les moyens nouveaux qui pourront être générés par les mesures régionales envisagées dans les prochaines années (taxe de mouillage dans les aires marines protégées de Corse).

Le classement des Bouches de Bonifacio en Zone Maritime Particulièrement Vulnérable constitue également une avancée majeure pour la sécurisation du trafic maritime dans les Bouches de Bonifacio. Le système de pilotage recommandé est en cours de mise en oeuvre.

En particulier :

Exploitation non réglementaire des ressources naturelles
(par exemple exploitation du sable, de l'eau, du bois, et des ressources vivantes). Voir 5.1.1. dans le FA

SCORE : 3

Menaces sérieuses pour les habitats et les espèces
(par exemple perturbation, dessiccation, pollution, destruction, introduction d'espèces étrangères.). Voir 5.1.2. dans le FA

SCORE : 3

Augmentation de la présence humaine
(par exemple tourisme, bateaux, bâtiment, immigration...) Voir 5.1.3. dans le FA

SCORE : 2

Conflits historiques ou actuels entre utilisateurs ou groupes d'utilisateurs.
Voir 5.1.4.6.2. dans le FA

SCORE : 2

5.2 Évaluer le niveau des menaces extérieures par rapport aux valeurs écologiques, biologiques, esthétiques et culturelles de l'aire (B4.a Annexe I). Voir 5.2. dans le FA

Le gestionnaire de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio reste vigilant vis-à-vis des menaces extérieures qui ne semblent pas évoluer négativement depuis 2009. Les politiques touristiques générées au niveau local et régional sont de nature à permettre d'envisager cette aire dans un contexte de développement durable maîtrisé.

Les risques extérieurs liés à l'augmentation du trafic maritime ainsi que les risques liés à l'exploitation minière off shore dans les prochaines années en Méditerranée pourrait constituer un facteur de risque non négligeable pour le gestionnaire de la réserve naturelle. L'amélioration des connaissances hydrographiques et la précision actuelle des modèles courantométriques dans les Bouches de Bonifacio et ses environs permettront de mieux appréhender les éventuelles pollutions pouvant affecter notre aire marine protégée.

En particulier :

*Les problèmes de pollution des sources extérieures (déchets solides et autres affectant les eaux en amont) Voir 5.2.1. dans le FA
SCORE : 3*

*L'impact significatif sur les paysages et sur les valeurs culturelles
Voir 5.2.2 dans le FA
SCORE : 3*

*Le développement des menaces prévues aux abords. Voir 6.1 dans le FA
SCORE : 2*

5.3. Y a-t-il un plan intégré de gestion côtière ou des lois réglementant l'utilisation du territoire dans l'aire limitant ou entourant l'ASPIM? (B4.e Annexe I). Voir 5.2.3 dans le FA SCORE : 1

Depuis 2007, l'O.E.C. est gestionnaire délégué de l'ensemble des acquisitions foncières du littoral des commune de Bonifacio, Figari, Pianottoli-Caldarelo, Monacia d'Aullène et Porto-Vecchio, par convention signée avec le Conservatoire du Littoral (propriétaire), le Conseil Général de Corse-du-Sud (gestionnaire principal) et les cinq communes bordant le périmètre de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio. Le territoire à gérer couvre aujourd'hui un peu plus de 4 000 ha. Les acquisitions du Conservatoire du littoral ont ainsi permis une extension des mesures de protection sur une importante partie de la bande littorale, afin d'assurer la continuité de gestion de l'interface terre-mer entre la R.N.B.B. et ces terrains bénéficiant d'une protection de type foncier.

La bande côtière est également protégée au titre de la loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite « loi

littoral », entrée en vigueur le 3 janvier 1986, et qui vise à encadrer l'aménagement de la côte pour la protéger des excès de la spéculation immobilière, l'objectif étant d'assurer un équilibre entre la protection des rives et le développement des communes. Parmi ses principales dispositions, cette loi interdit notamment de construire dans la bande littorale des 100 mètres, excepté dans les espaces déjà urbanisés ou dans le cadre d'activités économiques "exigeant la proximité immédiate de l'eau".

Enfin, conformément aux dispositions prévues par l'article 12 de la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse, l'Assemblée de Corse a voté un nouveau projet de Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse (PADDUC), le 31 octobre 2014, destiné à cadrer l'aménagement du territoire insulaire. Ce document sera soumis à enquête publique prochainement, avant adoption finale par l'Assemblée de Corse.

5.4. Le plan de gestion de l'ASPIM fournit-il une réglementation pour les zones environnantes ? (D5-d Annexe I). Voir 7.4.4. dans le FA

SCORE : 0

L'analyse stratégique régionale (ASR) pour le renforcement et la création d'aires marines protégées de Corse a été élaborée par le gestionnaire de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio et l'Agence des aires marines protégées, sur la base de l'expérience de gestion de notre espace protégée.

Il a fait l'objet d'un vote à l'unanimité à l'Assemblée de Corse et a été approuvé par le Ministère de l'environnement en 2012. Cette analyse propose de renforcer et de mettre en cohérence le réseau d'aires marines protégées en Corse, ainsi que d'améliorer sa gestion par un programme d'actions à court terme et d'orientations à moyen et long termes. L'objectif est de parvenir à l'horizon 2015 au classement de 10% des eaux territoriales corses en aires marines protégées de type réglementaire et 15% en 2020.

Les actions et orientations retenues à court terme sont :

- ✓ en priorité, étendre la Réserve Naturelle de Scandola,*
- ✓ mettre à l'étude un parc naturel marin sur une zone englobant les Agriates et le Cap Corse,*
- ✓ mener, avec les pêcheurs artisanaux, mais aussi en concertation avec les autres acteurs, une réflexion sur la mise en place d'aires marines protégées ayant des finalités halieutiques, notamment autour des îles Sanguinaires, entre Cargèse et Porto, à Calvi et sur la côte orientale,*
- ✓ mener les réflexions dans la zone de Senetosa, pour une gestion concertée en prolongement de celle de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,*
- ✓ finaliser les documents d'objectifs des sites Natura 2000 en mer avant la fin de l'année 2013.*

Les actions et orientations retenues à moyen et long termes sont :

- ✓ promouvoir l'implication des collectivités locales corses dans la gestion du sanctuaire Pelagos,
- ✓ améliorer les connaissances générales océanographiques et biologiques de la zone côtière jusqu'au large,
- ✓ étudier et promouvoir la mise en place d'aires marines protégées au-delà des eaux territoriales,
- ✓ transférer les bonnes pratiques élaborées dans les aires marines protégées de type réserve dans la gestion des sites Natura 2000 en mer,
- ✓ mettre en place les moyens pour la surveillance et le suivi des aires marines protégées avec une mutualisation entre elles et une coordination étroite avec les services de l'État,
- ✓ établir une concertation étroite, voire des partenariats, avec les différents acteurs (pêcheurs professionnels, opérateurs touristiques, usagers non professionnels, acteurs de l'éducation et de la sensibilisation à la protection du milieu marin, scientifiques).

Ces actions sont mises en œuvre au travers de l'accord-cadre avec la Collectivité Territoriale de Corse et selon les mêmes modalités opérationnelles (coopération entre l'Office de l'Environnement de la Corse et l'Agence des aires marines protégées) qui ont permis de mener à bien l'ASR.

6. RÈGLEMENTATIONS

6.1. Évaluer le degré de réglementation légale Voir 7.4.2. dans le FA

Le niveau de réglementation de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio est globalement satisfaisant et adapté aux problématiques rencontrées.

Concrètement, le décret portant création de la réserve naturelle prévoit les dispositions suivantes :

- ✓ articles 8 et 9 : introduction d'espèces étrangères interdites dans le périmètre de la réserve,
- ✓ article 11 : rejets non conformes interdits dans le périmètre de la réserve,
- ✓ articles 12 et 22 : réglementation de la chasse qui est interdite en zone de protection renforcée,
- ✓ articles 13, 14, 23 et 30 : réglementation de la pêche de loisir et de la pêche professionnelle interdites en zones de non prélèvement ;
- ✓ articles 15 et 22 : réglementation de la chasse sous-marine, soumise à autorisation dans le périmètre de la réserve et interdite en zone de protection renforcée ;
- ✓ articles 25 et 26 : réglementation de la circulation et du débarquement des personnes sur les îlots, interdiction sur les sites sensibles accueillant des oiseaux nicheurs, possibilité de réglementer le mouillage sur les sites dégradés par la fréquentation des bateaux et l'usage abusif des ancres ;
- ✓ article 17 : les travaux publics et privés modifiant l'état de la réserve sont soumis à l'avis du Comité Consultatif ;

- ✓ article 19 et 20 : réglementation des activités commerciales, sportives ou touristiques.

Même si ce décret mériterait d'être réactualisé afin de tenir compte des nouvelles réalités de terrain (une réflexion est en cours à ce sujet avec les services de l'Etat), le maillage réglementaire applicable par le biais des nombreux arrêtés préfectoraux complémentaires (voir liste ci-dessus au point 2.4) suffit aujourd'hui à encadrer de manière stricte la pratique de nombreuses activités (pêche maritime de loisir et professionnelle, plongée sous-marine, navigation, mouillages ...).

La bonne adéquation entre les équipes en charge de la surveillance et du suivi juridique de la réserve naturelle, confortée par une collaboration constante avec les services de l'Etat concernés, permet également d'assurer un certain niveau de réactivité face à de nouvelles problématiques auxquelles le gestionnaire de la réserve est confronté sur le terrain (« beach parties » organisées sur le domaine public maritime de la réserve, utilisation de sous-marins de loisir ...).

De plus, il appartient aussi au GECT-PMIBB de veiller à l'harmonisation des dispositions réglementaires s'appliquant, de part et d'autre du détroit, à des problématiques spécifiques communes à la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio et au Parc National de l'Archipel de La Maddalena (pêche maritime de loisir, mouillages ...).

En particulier, pour ce qui concerne le contexte national :

Réglementations concernant le renforcement de l'application des autres protocoles à la Convention de Barcelone, et, en particulier le largage des déchets, le passage des bateaux et la modification du sol ? (Art. 6b, 6c, 6e du Protocole, D5-a Annexe I)

SCORE : 1

Le décret portant création de la réserve naturelle prévoit l'interdiction des rejets non conformes dans le périmètre de la réserve (article 11).

Il prévoit également la possibilité de réglementer le mouillage sur les sites dégradés par la fréquentation des bateaux et l'usage abusif des ancres (articles 25 et 26). A ce titre, des aménagements particuliers sont mis en place tous les ans par le biais d'arrêtés préfectoraux ou de procédures administratives pluriannuelles, afin d'améliorer la gestion de la fréquentation en mer dans des zones sensibles, comme par exemple :

- ✓ des plans de balisage aux Lavezzi, à Piantarella et dans la baie de La Rondinara destinés à organiser les activités nautiques en présence en période estivale et limiter l'impact de l'ancrage sur les zones sensibles, notamment les herbiers de posidonies (arrêtés préfectoraux n°140/2013 du 25 juillet 2013 réglementant la circulation des navires et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Porto-Vecchio et n°141/2013 du 25 juillet 2013 réglementant la circulation des navires et la pratique des sports nautiques de

vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Bonifacio) ;

- ✓ des mouillages réservés aux clubs de plongée et aux compagnies de promenades en mer (adoptés dans le cadre de demandes individuelles d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et de zones de mouillages organisés et d'équipements légers) ayant adhéré à une charte de partenariat avec l'O.E.C.

Concernant la réglementation du transit des navires dans les Bouches de Bonifacio, elle a connu une avancée significative dans le cadre du processus de création du GECT-PMIBB, résultat des 15 années de collaboration transfrontalière entre l'Office de l'Environnement de la Corse et le Parc National de l'Archipel de La Maddalena en faveur d'une reconnaissance internationale du particularisme écologique des Bouches de Bonifacio.

A titre de rappel, l'évolution la plus significative de cette démarche concerne l'évolution, dans le respect du droit international de la mer, du régime de la navigation dans un détroit international soumis au droit de passage en transit sans entrave des navires marchands : ainsi, sur la base du protocole franco-italien de 1993 posant comme un préalable à la création du GECT-PMIBB l'adoption de mesures adéquates susceptibles de régler la question de la protection des Bouches de Bonifacio au regard de la maîtrise du trafic maritime des navires transportant des marchandises dangereuses et polluantes, l'Office de l'Environnement de la Corse avait engagé en 1995 une étude relative aux conditions de navigation dans les Bouches de Bonifacio et aux modalités qui permettraient d'en améliorer le contrôle. Ce sont les conclusions de cette étude qui ont permis à la France et à l'Italie de saisir conjointement l'Organisation Maritime Internationale (OMI) afin de mettre en place le dispositif franco-italien actuel d'aide à la navigation et de surveillance dans les Bouches de Bonifacio.

Cette démarche fondamentale de lobbying auprès de l'OMI s'est poursuivie depuis, sous l'impulsion de l'Office de l'Environnement de la Corse et avec le soutien de l'Assemblée de Corse, afin de classer les Bouches de Bonifacio en Zone Maritime Particulièrement Vulnérable (ZMPV) et instaurer les mesures de protection associées nécessaires à sa préservation, dont la mise en place d'un pilotage hauturier obligatoire.

Le dossier conjoint de demande de désignation des Bouches de Bonifacio en ZMPV a été déposé en 2010 par les autorités françaises et italiennes auprès de l'OMI. Il est ensuite passé par plusieurs comités de l'organisation pour examen et validation. Un premier succès est enregistré en juillet 2011 avec l'adoption d'une résolution portant classement des Bouches de Bonifacio en ZMPV (résolution MEPC.204(62)), mesure qui deviendra définitive une fois l'instauration d'un service de pilotage recommandé à bord des navires transitant par le détroit et ayant à leur bord des marchandises dangereuses. En raison des oppositions de principe émises par des États particulièrement attachés au principe de la

liberté de navigation dans les détroits internationaux (Royaume-Uni, Etats-Unis), il n'a pas été possible de maintenir une proposition de pilotage obligatoire comme cela avait été initialement prévu.

Depuis l'été 2014, un service de pilotage hauturier est mis en place à titre expérimental par les pilotes sardes (ordonnance n°73/2014 du 30 juin 2014) et corses (arrêté n°2014220-0003 du 8 août 2014), ouvrant la voie à la désignation définitive des Bouches en zone vulnérable par l'OMI. D'autres dispositions sont susceptibles d'être adoptées dans le futur au titre des mesures de protection associées. Il conviendra d'y travailler dans le cadre du GECT-PMIBB.

Réglementations sur l'introduction de toute espèce étrangère dans l'aire spécialement protégée en question, ou de toute espèce génétiquement modifiée ? (Art. 6 d du Protocole, D5-b Annexe I)

SCORE : 1

Le décret portant création de la réserve naturelle interdit l'introduction d'espèces étrangères (articles 8 et 9).

Parallèlement, sont appliquées toutes les réglementations nationales concernant l'introduction d'espèces allogènes (encore appelées espèces exotiques, étrangères, introduites, non indigènes ou non autochtones).

Parmi les espèces marines allogènes envahissantes en Méditerranée occidentale, *Caulerpa taxifolia* et *Caulerpa cylindracea* (*Caulerpa racemosa* var. *cylindracea*) apparaissent comme les espèces les plus connues, au regard de l'importance de leur impact sur les écosystèmes benthiques méditerranéens mais aussi les mieux étudiées. Afin de lutter contre cette problématique, la France a réglementé le passage des navires (en tant que vecteurs d'introduction potentiels d'espèces allogènes) dans les aires spécialement protégées, la pêche et les loisirs, adaptant le Code de l'environnement dans ce sens.

Alors que *Caulerpa taxifolia* semble encore absente du littoral de la Corse, *Caulerpa cylindracea* a été signalée pour la première fois en Corse en 2002 et fait depuis lors l'objet d'un suivi régulier à travers le Réseau Caulerpes de la Région Corse. L'objectif fondamental de ce réseau, initié en 2003 par l'Office de l'Environnement de la Corse, est d'assurer, à l'échelle régionale, le meilleur niveau possible de surveillance des sites les plus exposés à une éventuelle invasion, grâce à un volet « Alerte » reposant sur la recherche passive de nouvelles colonies de *Caulerpa cylindracea* à partir d'information venant spontanément des usagers de la mer et un volet « Prospection » qui découle d'une recherche active réalisée par les partenaires locaux du réseau répartis sur l'ensemble du littoral insulaire.

Les résultats obtenus par ce réseau montrent que même si l'ensemble du littoral de la Corse n'a pas donné lieu à investigation, *Caulerpa cylindracea* est vraisemblablement présente partout. Néanmoins, la présence d'espèces marines allogènes en Corse ne saurait se limiter aux seules

caulerpales. En effet, quelques signalisations ont déjà été faites concernant d'autres espèces (notamment le cténaire *Mnemiopsis leidyi* et le crabe bleu *Callinectes sapidus*).

Cette situation conduit l'Office de l'Environnement de la Corse à envisager une évolution du Réseau Caulerpes de la Région Corse vers un dispositif « Alien Corse » élargi à la prise en compte d'espèces allogènes d'ores et déjà présentes sur le littoral insulaire.

Dans le cadre de ce réseau, une attention particulière est bien évidemment portée au sein de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio.

De plus, la réserve naturelle éditera en 2015 un fascicule concernant le signalement de toutes ces espèces au sein de son territoire.

Réglementations concernant les études de l'Impact sur l'Environnement pour les activités et les projets susceptibles d'affecter d'une manière significative les aires protégées ? (Art. 17 du Protocole)

SCORE : 1

D'une manière générale, l'avis du Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio (articles 4, 8, 9, 10, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 30 du décret portant création de la réserve naturelle) et éventuellement celui du Conseil Scientifique (article 6, 7 dudit décret) sont requis pour tout projet susceptible de porter atteinte à l'intégrité du milieu naturel et des peuplements qu'il abrite, impliquant soit une interdiction de l'activité impactante, soit l'obligation de réaliser une étude d'impact.

En particulier, pour ce qui concerne le contexte local propre à l'ASPIM :

Réglementations de la pêche, de chasse, de la capture des animaux et de la récolte de plantes ou de leur destruction, du commerce des animaux, des plantes, des parties d'animaux et de plantes, provenant de l'aire ? (Art. 6 g du Protocole, D5-c Annexe I)

SCORE : 1

Le décret portant création de la réserve naturelle prévoit les dispositions suivantes :

- ✓ articles 12 et 22 : réglementation de la chasse qui est interdite en zone de protection renforcée,
- ✓ articles 13, 14, 23 et 30 : réglementation de la pêche de loisir et de la pêche professionnelle interdites en zones de non prélèvement ;
- ✓ articles 15, 22 : réglementation de la chasse sous-marine, soumise à autorisation dans le périmètre de la réserve et interdite en zone de protection renforcée.

Avec l'augmentation de la fréquentation touristique, ainsi que des activités récréatives sur le territoire de la réserve naturelle, des efforts particuliers sont également engagés tous les ans, en étroite concertation avec les

services de l'Etat compétents, en matière de réglementation de la pêche de loisir, dont les résultats représentent une évolution majeure :

- ✓ depuis 2004, un arrêté préfectoral portant réglementation de la pêche sous-marine à l'intérieur de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio limite les prises à 8 poissons par pêcheur et par jour (arrêté préfectoral n°196/2004/DRAM) ;
- ✓ après de nombreuses concertations conduites avec les services de l'Etat, les associations de pêcheurs plaisanciers et la prud'homie de Bonifacio, un arrêté préfectoral portant réglementation de la pêche maritime de loisir dans la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio (arrêté préfectoral n° 2014127-0003 du 7 mai 2014) soumet cette pratique à déclaration donnant lieu à la délivrance d'une attestation devant être présentée en cas de contrôle. Un total de 5 kilogrammes de prises est autorisé par pêcheur et par jour (la limitation ne s'applique pas aux calamars, congres, murènes et sarans). De plus, l'exercice de la pêche de loisir est interdit dans 3 zones. Toutefois, à des fins de recherches scientifiques, un quota de 300 autorisations nominatives peut être délivré à titre dérogatoire par le Préfet de Corse.

7. GESTION

7.1. Évaluer le degré de détails du plan de gestion

(par exemple la présence de zonage, les règlements pour chaque zone, les compétences et les responsabilités, les organismes dirigeants, les programmes de gestion, tels que la protection, la gestion des ressources naturelles, le tourisme, l'usage public, l'éducation, la recherche, la surveillance, l'entretien, les services et les concessions..).

Voir 8.2.3. dans le FA

SCORE : 3

7.2. Évaluer dans quelle mesure la propriété terrienne est bien définie

(Des régimes de propriété terrienne indéterminés ou non enregistrés sont une source fréquente de conflits dans la plupart des aires protégées partout dans le monde). Voir 7.3. dans le FA

SCORE : 3

Le domaine public maritime représente 99 % de la superficie de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio.

La majorité des régimes fonciers de la réserve relève de propriétés publiques : Etat ou collectivités locales (Conseil Général de la Corse-du-Sud, communes de Bonifacio et de Porto-Vecchio).

Une propriété privée subsiste encore pour les îles Cerbicale.

7.3. Y a-t-il un organisme représentant les secteurs public, professionnel et non gouvernemental ainsi que la communauté

scientifique liée au l'organisme de gestion ? (B4b, B4c Annexe I). Voir 8.1.2, et 8.1.3

SCORE : 1

Le Comité Consultatif de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio est étroitement lié à la gestion de la réserve naturelle, de par sa saisine sur tous les dossiers intéressant la réserve, mais également sa composition équilibrée, soit 37 membres représentants des collectivités et des usagers (prud'homie des pêcheurs, plongeurs, transporteurs de passagers, plaisanciers...), des administrations et établissements publics, ainsi que la communauté scientifique et des associations de protection de la nature.

Un second comité, le Conseil Scientifique, composé de chercheurs de diverses disciplines, représente la communauté scientifique au sein de la réserve. Il est en cours de renouvellement.

Le même niveau de représentativité est assuré au niveau du détroit de Bonifacio dans le cadre GECT-PMIBB et de son comité des représentants des territoires dont les membres corses et sardes sont expressément définis dans les statuts (article 22). Un Comité Scientifique international est également constitué dans le cadre du G.E.C.T. composé de 12 membres experts en sciences naturelles, environnementales et territoriales (article 24 des statuts).

7.4. Évaluer la qualité de la participation du public, et en particulier celle des communautés locales dans la planification et la gestion de l'aire (B4.b Annexe I)

(par exemple une planification adéquate associe les partenaires locaux et intègre avec des régimes de gestion adaptés, un large spectre d'usages possibles et d'activités humaines réglementées qu'elle associe aux objectifs principaux de conservation de l'environnements marin et côtier)

Voir 8.1.4. dans le FA

SCORE : 2

L'Office de l'Environnement de la Corse s'attache, depuis la création de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio, à assurer un niveau de concertation cohérent et adéquat sur l'ensemble du périmètre dont il assure la gestion, soit 80 000 ha (dont 12 000 classé en zones de protection renforcée et 1 200 en zones de non prélèvements), dans une zone touristique victime de son succès et confrontée à une forte fréquentation (20 000 personnes par jour sur la partie corse des Bouches de Bonifacio, 250 000 personnes par an sur certains sites naturels réputés, 33 000 plongeurs par an).

L'objectif est d'optimiser la planification et la gestion de la réserve naturelle, et d'en garantir la pérennité, en répondant à des contraintes spécifiques :

- ✓ *prendre en compte les préoccupations des différents usagers et concilier les activités en présence afin d'éviter les conflits d'usages ;*
- ✓ *tout en assurant la conservation des milieux naturels (protection*

des herbiers de posidonie, gestion des stocks halieutiques, préservation des îles...).

Dans cette optique, le gestionnaire privilégie une gestion concertée et adaptative de son territoire, seule à même de garantir des solutions bénéfiques et durables aux problématiques rencontrées. Cette concertation s'exerce par le biais de nombreuses réunions avec les principaux acteurs concernés (services de l'Etat, socioprofessionnels, usagers récréatifs...) et s'exprime également dans le cadre du Comité Consultatif de la réserve.

7.5. Est-ce que le plan de gestion est contraignant pour d'autres autorités administratives nationales/locales disposant de compétences dans l'aire ? Voir 8.2.2 dans le FA
SCORE : 1

La réglementation applicable sur le territoire de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio et son plan de gestion sont contraignants pour l'ensemble des autorités administratives amenées à instruire des dossiers en rapport avec cette aire marine protégée qui sollicitent systématiquement l'avis de l'Office de l'Environnement de la Corse et du Comité Consultatif de la réserve naturelle dans le cadre des procédures qu'ils conduisent (demandes d'autorisations d'occupations temporaires du domaine public maritime, de survol aérien, d'organisation de manifestations festives ou sportives ...).

8. MESURES DE PROTECTION

8.1. Évaluer le degré d'application des mesures de protection

En particulier :

Est-ce que les limites de l'aire sont marquées d'une façon adéquate sur terre et, si possible, en mer ? Voir 8.3.1. dans le FA
SCORE : 1

Les limites de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio sont marquées en mer par des bouées, et à terre par des panneaux.

40 panneaux réglementaires sont répartis sur différents sites fréquentés et 10 panneaux de grande taille sont installés au sein des capitaineries dans tous les ports jouxtant la réserve naturelle.

Ces panneaux sont régulièrement contrôlés et remplacés en cas de dégradation ou d'évolution réglementaire.

Existe-t-il une collaboration d'autres autorités dans la protection et la surveillance de l'aire et si cela est applicable, existe-t-il un service de garde côtière aidant à la protection marine ? Voir 8.3.2. 8.3.3. dans le FA
SCORE : 1

La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose d'une équipe de surveillance de 10 gardes mer structurés en 3 équipes opérationnelles intervenant sur 3 secteurs (est, sud et ouest), dispositif renforcé entre juin et septembre par l'embauche de saisonniers.

A cela s'ajoutent 6 gardes terre plus spécialement en charge de la surveillance de la façade littorale (terrains du Conservatoire du littoral dont l'Office de l'Environnement de la Corse assure la gestion).

Des réunions de concertation sont régulièrement organisées avec les services de l'Etat concernés par la police en mer et débouchent sur la mise en œuvre régulière de missions de surveillance conduites en coordination avec l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, la gendarmerie ou les douanes.

De même, une collaboration permanente avec la Marine Nationale permet l'accès aux sémaphores de La Chiappa et de Pertusato lors des missions de surveillance menées à terre.

Afin d'en pérenniser le fonctionnement, ce partenariat est formalisé par l'adoption de conventions pluriannuelles (O.N.C.F.S., Marine Nationale, projet avec les douanes).

Est-ce que des agences (ou institutions) tiers disposent aussi de prérogatives pour appliquer les réglementations relatives à la protection de l'ASPIM ?

SCORE : 1

L'ensemble des services de l'Etat intervenants en renfort sur le territoire de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio sont commissionnés et assermentés et peuvent à ce titre exercer leur pouvoir de police de la nature.

Existe-t-il des pénalités conséquentes et assez de pouvoir permettant une application efficace des règlements, et est-ce que le personnel sur le terrain est autorisé à appliquer des sanctions ? Voir 8.3.4. dans le FA

SCORE : 1

Les agents de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio disposent de plusieurs chefs de commissionnements (réserves naturelles, espaces maritimes, eau, chasse, pêche maritime, faune et flore, véhicules motorisés) et sont assermentés afin de pouvoir réprimer les infractions constatées par les procédures adéquates (procès-verbal ou timbre-amende).

Un partenariat est également établi avec le Parquet d'Ajaccio pour le suivi des procédures pénales engagées sur le périmètre de la réserve naturelle et un projet de convention est actuellement en cours de rédaction afin de le formaliser et d'en assurer la pérennité.

Ce partenariat permet notamment de sensibiliser les magistrats à l'application de pénalités conséquentes qui peuvent aller, au-delà d'amendes lourdes (pouvant atteindre 30 000 euros pour atteinte à espèce protégée dans une réserve naturelle, 15 000 euros pour mouillage illégal, 22 500 euros pour vente par un pêcheur non professionnel de produits issus d'une pêche récréative, non respect des tailles et quotas légaux de prises...), jusqu'à la saisie de tout matériel et véhicules terrestres ou nautiques ayant servi à commettre l'infraction (par exemple en matière de police des pêches).

L'aire a-t-elle établi un plan d'urgence en cas de pollution accidentelle ou d'autres urgences sérieuses ? (Art. 7.3. du Protocole, Recom. de la 13ème réunion des Parties)

SCORE : 1

Les gardes de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio ont effectué des formations spécifiques à la lutte contre les pollutions d'origines telluriques ou marines.

Ils participent systématiquement aux exercices de lutte contre les pollutions mis en œuvre par les services de l'Etat (dispositif ORSEC et plan POLMAR Terre coordonnés par la Préfecture de Corse, plans POLMAR Mer et RAMOGEPOL coordonnés par la Préfecture Maritime de Méditerranée).

9. RESSOURCES HUMAINES

9.1. Concordance des ressources humaines disponibles et de l'organisme de gestion (Art.7.2-f du Protocole, D6 Annexe I) (par exemple nombre suffisant d'employés pour assurer une gestion appropriée de la protection de l'aire). Voir 9.1.1. dans le FA

Y a-t-il un administrateur de terrain permanent sur le site? Voir 9.1.2. dans le FA

SCORE : 1

La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose d'une directrice, Mme Cancemi basée sur le site et régulièrement sur le terrain.

Y a-t-il un personnel du domaine permanent ? (par exemple techniciens, surveillants, guides...). Voir 9.1.2. dans le FA

SCORE : 1

Avec un effectif permanent de 35 personnes et l'appui de l'ensemble de l'établissement de tutelle (Office de l'Environnement de la Corse), doté d'un budget annuel pour répondre aux besoins en fonctionnement et en investissements, le service gestionnaire de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose des moyens bien adaptés à sa mission.

L'équipe est répartie comme suit : direction (1 personne), secrétariat (1 personne), SIG (1 personne), service intérieur (2 personnes), suivis scientifiques (4 personnes), opérations en milieu subaquatique et monitoring (4 personnes), surveillance et entretien des secteurs maritimes (10 personnes), façade littorale (8 personnes), réglementation, éducation/communication et relations internationales (4 personnes).
Un renfort d'une trentaine de saisonniers complète ce dispositif chaque été.

9.2. Evaluer l'adéquation du niveau de formation du personnel disponible (Art.7.2-f du Protocole, D6 Annexe I) (par exemple un bon niveau de formation pour assurer la protection de l'aire)

SCORE : 3

Le personnel de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio a été recruté en tenant compte de l'expérience et/ou de la formation nécessaire à chacun des postes à pourvoir. Des programmes de formation complémentaires sont régulièrement proposés aux agents dans divers domaines (commissionnement police de la nature, informatique, cartographie, accueil et information du public, sécurité, suivi scientifique anglais...) en interne ou avec l'aide de centres de formations spécialisés.

10. MOYENS FINANCIERS ET MATÉRIELS

10.1. Évaluer le degré d'adéquation des moyens financiers (Ressources suffisantes pour le développement et la mise en œuvre du plan de gestion, comprenant par exemple l'interprétation, l'éducation, la formation, la recherche, la surveillance et l'application des règlements).

Voir 9.2.1. dans le FA

SCORE : 3

Toutes les actions projetées en 2014 pour la gestion s'inscrivent dans la poursuite de la mission que nous menons depuis plusieurs années au titre de la gestion de la plus grande aire marine et littorale protégée de France métropolitaine (Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio), mais aussi de la gestion d'une réserve constituée de mares temporaires inscrite à RAMSAR et voisine de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio (Réserve Naturelle des Tre Padule de Suartone), ainsi que de la gestion des terrains du Conservatoire du littoral attenants à la réserve naturelle qui s'y rattachent et dont les surfaces augmentent chaque année.

A titre d'exemple, le budget pour l'année 2014 visait à assurer en priorité les objectifs suivants :

- ✓ répondre aux besoins des agents (39 personnes) dans l'accomplissement des missions essentielles de gestion des réserves naturelles (Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio, Réserve Naturelle des Tre Padule de Suartone) et des interventions concernant l'entretien ou l'aménagement des acquisitions du Conservatoire du littoral,

- ✓ poursuivre les actions de suivis scientifiques du plan de gestion ancien et futur, ainsi que les actions concernant les études sur l'impact anthropique, initié avec l'aide de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, et portant notamment la gestion de la fréquentation des sites dégradés de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,
- ✓ poursuivre notre implication au sein du réseau MEDPAN (coopération entre les aires marines protégées au niveau interrégional Europe et Méditerranée, coopération ayant pour objectif d'améliorer l'efficacité de la gestion de ces territoires dans une perspective de développement régional optimisée) en tant que partenaire associé, pour nous permettre de participer aux réunions techniques et autres manifestations qui seront organisées avec les autres partenaires du réseau ainsi que l'accueil d'une prochaine assemblée générale et d'un atelier thématique,
- ✓ poursuivre notre collaboration étroite avec la mission « GECT PMIBB » pour la mise en œuvre des premières actions de la structure transfrontalière de gestion du GECT-Parc Marin International des Bouches de Bonifacio,
- ✓ pérenniser notre action au sein du sanctuaire Pelagos, afin de garantir la prise en compte des intérêts de notre région, notamment quant à l'application locale du plan de gestion de cette aire marine protégée tri nationale (participation régulière dans les travaux conduits par l'ensemble des partenaires français réunis en groupes de travail - « Recherche », « Activités humaines » et « Sensibilisation » - animés et coordonnés par le Parc National de Port-Cros - et participation aux instances décisionnelles internationales) et soutien financier aux programmes de recherche.

Concernant la gestion des différents espaces dont nous avons la charge, plusieurs actions ont été reconduites tout au long de l'exercice 2014 :

- ✓ la surveillance et l'entretien des différents milieux fréquentés,
- ✓ le suivi des habitats et des espèces prévu au plan de gestion,
- ✓ l'évaluation du plan de gestion de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio,
- ✓ l'accueil et l'information du public, surtout en période estivale,
- ✓ la restauration et la préservation des milieux,
- ✓ l'équipement des personnels pour la réalisation des différentes actions de gestion.

Outre les dotations provenant de la Collectivité Territoriale de Corse et du Conseil Général de Corse-du-Sud, nos actions ont également pris en compte la mise en œuvre de programmes nationaux (Agence de l'Eau), lorsque la nouvelle convention liant nos deux organismes sera finalisée.

Les actions en fonctionnement (à hauteur de 2 800 000 €) ont permis de mettre en œuvre la gestion des territoires concernés. Le budget en investissement s'élève quant à lui à 500 000 euros.

10.2. Évaluer l'infrastructure de base (Art.7.2-f du Protocole)

Sièges administratifs sur le site, installations d'accueil des visiteurs (centre

de réception, chemins, signalisation...), informations spécifiques, matériel d'éducation et de sensibilisation.

SCORE : 3

La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose d'un siège administratif sur la commune de Bonifacio, équipé d'une quinzaine de postes de travail, et d'une base technique sur la commune de Pianottoli-Caldarello, notamment équipée pour l'entretien des moyens de navigation et le stockage du matériel saisi. Ces installations ne sont pas adaptées à l'accueil du public. Des bureaux de l'Office de l'Environnement de la Corse permettent néanmoins l'accueil des pratiquants de la pêche maritime de loisir sur la commune de Porto-Vecchio afin qu'ils puissent établir leur déclaration, obligatoire annuellement.

Un point d'accueil du public (mois de juillet et août) est organisé sur l'île Lavezzi où débarquent plus de 150 000 personnes en période estivale. Ce dispositif est également renforcé par la présence de saisonniers dans les trois ports de plaisance limitrophes de la réserve naturelle.

Concernant le matériel d'éducation et de sensibilisation (cf. liste en annexe), un éducateur propose chaque année un programme pédagogique complet sur le milieu marin à deux classes de cycle 3. D'autres interventions ponctuelles permettent de sensibiliser plus de 200 élèves chaque année. Parmi le matériel utilisé, on peut citer deux maquettes démontables, l'une de grand dauphin, la seconde de mérout brun, et un jeu de roll-up complet sur le sanctuaire Pelagos pour les mammifères marins en Méditerranée.

10.3. Évaluer l'équipement.

Postes de gardes et signalisation sur les accès principaux, moyens d'action en cas d'urgence, véhicules marins et terrestres, radio et matériel de transmissions. Voir 9.2.3. dans le FA

SCORE : 3

La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio dispose d'équipements suffisants et adaptés aux missions conduites sur le terrain : véhicules terrestres, unités de navigation équipées (VHF, GPS...), postes de gardes, signalisations à terre et en mer sur l'ensemble du périmètre de la réserve naturelle ...

11. INFORMATION ET CONNAISSANCES

11.1. Évaluer l'étendue des connaissances afférentes à l'aire et à ses abords. *(D3 - Annexe I : Concernant au moins les cartes spécifiques, la distribution de l'habitat, les inventaires d'espèces, et les facteurs socio-économiques). Voir 9.3.1. dans le FA*

SCORE : 3

11.2. Évaluer l'adéquation du programme pour la collecte de données

et le programme de contrôle

Voir 9.3.2. dans le FA

SCORE : 3

12. COOPÉRATION ET RESEAUX

12.1. Existe t-il d'autres organismes nationaux ou internationaux collaborant avec des moyens humains ou financiers ? (par exemple chercheurs, experts, volontaires...). Voir 9.1.3. dans le FA

SCORE : 3

La Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio a développé depuis de nombreuses années un partenariat avec le monde associatif dans le cadre d'actions ponctuelles renouvelées tous les ans (entretien des milieux, suivis des populations de mérus bruns, réseau de suivi des caulerpes...).

Un partenariat est également établi par le gestionnaire de la réserve naturelle (et pérennisé dans la majeure partie des cas par voie de convention) avec divers services de l'Etat (ONCFS, DDTM, Marine Nationale, Douanes, Parquet...) en matière de surveillance, de contrôle et de suivis des procédures pénales engagées. De nombreuses collaborations sont ainsi conjointement organisées tous les ans, de manière ponctuelle (opérations « coup de poing » de police de la navigation) ou sur une durée plus longue (police des pêches), durant lesquelles le gestionnaire bénéficie d'un renfort en moyens humains de police.

12.2. Évaluer le niveau de coopération et d'échange avec d'autres ASPIM (particulièrement dans d'autres nations) (Art. 8, art. 21.1, Art. 22.1, Art. 22.3, A.d Annexe I)

SCORE : 2

La position géostratégique de la Corse au cœur du sanctuaire Pelagos pour les mammifères marins en Méditerranée a conduit l'Office de l'Environnement de la Corse à intégrer le processus de gestion mis en place dès 1999.

Son implication au sein de cette aire marine protégée est axée sur une participation à l'ensemble des groupes de travail thématiques (recherche, activités humaines et sensibilisation) animés par le Parc National de Port-Cros, afin :

- ✓ d'apporter les connaissances liées au contexte et aux problématiques insulaires (ex. : interaction entre les populations de grands dauphins et les pêcheurs corses...);*
- ✓ de collaborer aux travaux engagés par l'ensemble des partenaires (ex. : élaboration du plan de gestion, des plaquettes d'information, des panneaux de sensibilisation...);*
- ✓ de participer à la définition des mesures de gestion du sanctuaire, conformément aux dispositions prévues par l'Accord (ex. : examen des projets de prospections et de travaux sous-marins, organisation*

- de courses off-shore ...),
- ✓ d'assurer le relais localement pour l'adhésion de communes corses à la charte de partenariat avec Pelagos ou l'organisation d'animations sur le thème du sanctuaire.

Parallèlement, l'Office de l'Environnement de la Corse représente aujourd'hui officiellement la Région Corse au sein du Comité de Pilotage et du Comité National, entités politique et technique en charge de la gestion du sanctuaire pour la partie française du sanctuaire.

De même à l'échelle internationale, l'Office de l'Environnement de la Corse est invité en tant que membre permanent aux réunions du Comité Scientifique et Technique, ainsi qu'aux réunions des Parties Contractantes à l'Accord.

Enfin, en tant que membre associé, l'O.E.C. entretient également d'étroites collaborations de travail avec l'association MEDPAN, en participant aux Assemblées Générales et ateliers techniques annuels qui constituent autant d'occasions d'échanger avec les autres A.M.P. de Méditerranée, notamment celles bénéficiant du statut d'ASPIM.

Cette collaboration s'est également traduite par l'accueil, au sein de la R.N.B.B., de nombreuses délégations de gestionnaires d'A.M.P. ou de représentants d'autorités locales et/ou socioprofessionnelles venant du Maroc, de Tunisie, d'Algérie, de Croatie ... lors de voyages d'études thématiques axés sur l'échange d'expériences.

La participation de l'O.E.C. au sein du réseau s'illustre également par la nomination, en 2014, du responsable des suivis scientifiques de la R.N.B.B. au Conseil Scientifique de l'association MEDPAN.

COMMENTAIRES établis par la Commission Technique Consultative

Une version provisoire très aboutie du formulaire a été retransmise aux consultants par le CAR-ASP le 9 février 2015, leur donnant l'opportunité d'étudier le dossier avec suffisamment de temps d'avance. Une série de documents présentés en annexe justifient en grande partie le contenu de ce formulaire. La réunion tenue le 31 mars 2015 à Bonifacio a rassemblé aux côtés des deux consultants, Madame Madeleine Cancemi, directrice de la RNBB, Monsieur Jean Michel Culioli, responsable des suivis scientifiques, Madame Marianne Laudato, responsable réglementation, avec une participation active de Monsieur Gérard Pergent, Président du Conseil Scientifique de la R.N.B.B. et Expert National pour cette révision ordinaire. Madame Maud Casier, point focal CAR/ASP retenue par d'autres engagements n'a pu se joindre à la réunion. Cette réunion a permis de passer en revue et de discuter point par point l'ensemble du formulaire. L'expertise a eu comme référence les textes du protocole ASP-DB dédiés aux ASPIM, le formulaire ainsi que les documents de référence justifiant les données exposées dans le formulaire.

CONCLUSION

L'ASPIM fait l'objet d'une gestion remarquable, grâce notamment à un personnel disposant de grandes capacités techniques et scientifiques, et d'une gouvernance participative en régulière évolution. La régionalisation de la gouvernance au centre de laquelle l'Office de l'Environnement Corse dépendant des autorités territoriales de l'île constitue un point positif (appropriation des enjeux par les décideurs et les opérateurs de la gestion). Le personnel de l'ASPIM contribue régulièrement à des réflexions sur des enjeux de gestion patrimoniale sur des territoires voisins et plus globalement sur l'ensemble du littoral corse.

La gestion et la réglementation de l'ASPIM s'appuie sur des textes législatifs et réglementaires clairement définis et régulièrement mis à jour, s'adaptant à des impératifs de gestion en constante évolution.

L'ancien plan de gestion est en cours d'évaluation préalablement à son actualisation.

Le suivi scientifique de l'ASPIM est en adéquation avec les impératifs de gestion, ils intègrent d'ores et déjà certains usagers comme contributeurs à ces programmes de suivi. L'implication du Conseil scientifique est avérée.

La nouvelle ambition de mise en place d'une aire protégée transfrontalière franco-italienne a vu officiellement le jour le 7 décembre 2012 à Bonifacio : la création du GECT-PMIBB, liant l'Office de l'Environnement de la Corse (en sa qualité de gestionnaire de la Réserve Naturelle des Bouches de Bonifacio, de la Réserve Naturelle des Tre Padule de Suartone et des terrains du Conservatoire du littoral) et le Parc National de l'Archipel de La Maddalena, dans un espace unique de coopération et de gouvernance afin de répondre aux enjeux environnementaux du détroit international de Bonifacio : fonctionnaliser

cette grande aire protégée constituera le défi des prochaines années. Le fil conducteur de cette coopération est déjà prédéfini.

En définitive, l'évaluation de cette ASPIM tel que discuté lors de la réunion du GCT s'avère positive sur tous les plans. Les marges de progression s'inscrivent principalement dans l'adaptation aux nouveaux contextes et dans ce cas de figure vers l'établissement et l'opérationnalisation du GECT-PMIBB.

Cependant, il est à noter quelques pistes d'amélioration et d'évolution, principalement :

- Une plus grande prise en considération des enjeux de conservation et de valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel
- La gestion partagée des ressources naturelles
- L'évolution et le renforcement des échanges avec les autres aires protégées marines et côtières méditerranéennes, notamment les ASPIM, en vue de l'essaimage et une plus grande diffusion du savoir faire de la RNBB en matière de gestion
- La réussite du partenariat transfrontalier et son opérationnalisation dans le cadre de l'établissement du GECT-PMIBB
- Et, à moyen terme, la requête et l'inscription du GECT-PMIBB en tant qu'ASPIM transfrontalière.

RECOMMANDATIONS

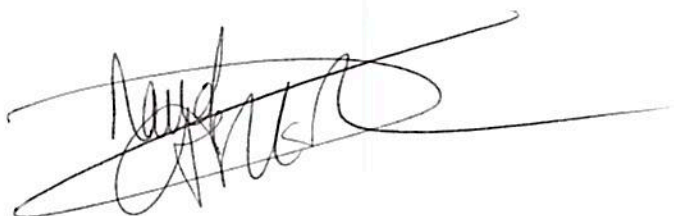
Les recommandations de l'équipe d'évaluation sont consignées ci-dessous :

- Prendre en considération dans l'évaluation du plan de gestion de la RNBB, les programmes figurant dans le Plan d'Action du GECT-PMIBB réalisé par l'OEC et la PNALM, en vue de leur mise en œuvre.
- Mise en œuvre d'une gestion intégrée du GECT-PMIBB
- Etendre l'ASPIM sur l'ensemble du territoire du GECT-PMIBB
- La mise en œuvre du plan de gestion devra se poursuivre selon la même démarche participative adoptée à ce jour, la gestion de l'aire protégée devra accorder une importance égale entre les enjeux de conservation et les impératifs socio-économiques et les enjeux culturels.
- Poursuivre la politique partenariale avec les acteurs-clé et les groupes d'utilisateurs, Intégration de la valeur sociale de la conservation : promouvoir la gestion collaborative et persévérer dans l'animation et la coordination de ce projet de territoire sur la RNBB et plus globalement sur le périmètre du GECT-PMIBB,
- Renforcer la démarche de gestion partagée des ressources naturelles permettant de contribuer à la paix sociale
- Renforcer les échanges et l'implication des usagers dans la gestion active des territoires administrés et gérés par la RNBB
- Renforcement de l'implication dans les réseaux régionaux méditerranéens dédiés à la conservation de la nature, aux aires protégées à travers la valorisation de la gestion exemplaire de la RNBB aux niveaux régional, national

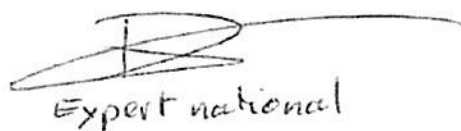
et international (implication dans la création de nouvelles aires protégées, essaimage de bonnes pratiques – jumelages et coopération technique, accompagnement), avec d'autres ASPIM et plus généralement avec d'autres AMP.

SIGNATURES

Point Focal National



Experts Indépendants



Expert national

Directeur(s) de l'ASPIM



(DES PAGES SUPPLÉMENTAIRES PEUVENT ÊTRE AJOUTÉES POUR
LES COMMENTAIRES DE CHAQUE MEMBRE)

Plus Value de l'ASPIM

Questions		Note obtenue	Maximum
5	Menaces et Contexte environnant	19	23
6	Réglementations	4	4
7	Gestion	10	11
8	Mesures de protection	5	5
9	Ressources Humaines	5	5
10	Moyens financiers et matériels	9	9
11	Information et connaissances	6	6
12	Coopération et réseaux	5	6
TOTAL		63	69

